

L'Occident vu d'ailleurs

La notion d'Occident, comme celle d'Orient, est relative : selon la perspective adoptée, l'Occident s'imagine autrement. Ainsi l'Inde est censée être le premier Occident de la Chine, le Japon se considère comme l'Occident des Amériques et l'Empire ottoman, héritier d'Alexandre le Grand, s'estimait plus proche de l'Occident que de l'Orient.

En se gardant d'une présentation culturaliste à la manière de Samuel Huntington, il faudrait s'intéresser aux représentations de l'Occident dans l'imaginaire des sociétés qui se définissent comme non occidentales. Qu'elles cultivent une aversion pour tout ce qui relève de l'Occident ou au contraire qu'elles s'en inspirent, ces sociétés laissent apparaître dans leurs regards sur l'Occident certaines caractéristiques communes.

L'image de l'Occident chez ses contestataires

L'Occident suscite plusieurs discours critiques. Ses contestataires l'accusent d'impérialisme et de colonialisme et lui reprochent de faire preuve d'ingérence et d'expansionnisme en imposant ses valeurs. Dans une perspective tiers-mondiste, les droits de l'homme sont dénoncés comme reflétant un ethnocentrisme occidental et une forme de néocolonialisme idéologique.

Les valeurs occidentales elles-mêmes sont contestées. Le débat sur leur bien-fondé émerge dans l'empire du Milieu durant la seconde guerre de l'Opium, autour de 1860. Ces valeurs seraient incompatibles avec la culture asiatique selon la rhétorique des valeurs « asiatiques » développée par Lee Kuan Yew, Premier ministre singapourien de 1959 à 1990. D'inspiration confucéenne, ces valeurs privilient la famille, le groupe et le consensus par rapport à l'individu et aux opinions divergentes. Les dirigeants chinois, communistes, s'opposent de même à l'universalité des droits de l'homme, la reconnaissance aux individus de droits opposables à la collectivité étant incompatible avec leur sens de « l'harmonie ».

La démocratie occidentale est également contestée en Russie, car elle serait inapplicable à son étendue territoriale. Le discours dirigiste de la « démocratie à la russe », de l'homme fort et de l'appareil autoritaire est aussi bien défendu par le président Medvedev le soir de l'élection du président américain Obama en novembre 2008, que relayé par la population russe : selon les sondages de l'ONG Centre Levada, en 2007, 35 % de la population estimait le système soviétique le plus approprié à la Russie, contre 16 % se prononçant pour la démocratie occidentale.

L'image de l'Occident est critiquée en tant que symbole du matérialisme. Déjà dans la Russie impériale, les

slavophiles russes s'opposant à « l'occidentalisation » de la Russie considéraient la culture occidentale comme incompatible avec la foi, les valeurs spirituelles et l'âme orientale russes. En effet, comme le définit André Malraux en 1948, « occidentaliser » signifie perdre son identité culturelle ou nationale au profit de la modernité.

Cette modernité se caractérise dans certains discours anti-occidentaux par l'image de la métropole occidentale « corrompue ». En URSS, à partir des années 1930, l'Occident devient l'adversaire commun au nazisme et au communisme soviétique. Symbolisé par les koulaks « capitalistes » ou les juifs « dégénérés », l'Occident est l'ennemi libéral, moraliste, arrogant, honni. Le discours soviétique dénonce ainsi la ville occidentale comme tour de Babel, symbole du cosmopolitisme, du commerce, du capitalisme et de la décadence.

L'Occident considéré comme médiocre, inhumain, sans âme, ni foi, immoral et idolâtre, voire humiliant, obscène, sauvage, barbare, impie devient alors la cible des fondamentalistes, car, comme l'affirmaient les nationalistes nippons, les idées occidentales impures mènent à la confusion mentale et à la corruption intellectuelle¹.

Convergence des imaginaires, divergence des expressions

La critique de l'Occident s'exprime à travers différents discours – nationaliste, communiste ou fondamentaliste – et stratégies diplomatiques contestataires.

Au Japon avant la Seconde Guerre mondiale, le discours ultranationaliste aussi bien que marxiste justifie une « guerre sainte » contre l'Occident pour purifier l'Asie des idées occidentales. Bien que d'inspiration pro-occidentale et anti-traditionnaliste, le mouvement du 4 mai 1919 en Chine s'oppose en tant que réveil nationaliste à l'Occident et aux Japonais. À la fin de la guerre froide, des clivages politiques entre occidentalistes et contestataires divisent la plupart des sociétés postcommunistes, tels les « autochtonistes » roumains qui prônent l'alliance de l'orthodoxie avec l'islam.

Face à l'Occident, une « diplomatie contestataire »² émerge, conjuguant différentes pratiques de contestations, légales ou illégales, maîtrisées ou anarchiques. Elles peuvent être pacifiques ou violentes, à l'instar du terrorisme et des attaques du 11 Septembre qui visaient à détruire les

¹ Alastair Bonnett, *The Idea of West. Culture, Politics and History*, Palgrave Macmillan, New York, 2004.

² Dietrich Jung, « Le retour de la culture : l'analyse des politiques étrangères « périphériques » », in Frédéric Charillon, *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.

valeurs du monde occidental : « Les valeurs de la civilisation occidentale ont été détruites. Ces impressionnantes tours symboliques qui parlaient de liberté, des droits de l'homme et d'humanité, ont été détruites. Elles se sont évanouies en fumée³ ».

Un « réseau diplomatique contestataire » se forme entre différents adversaires de « l'unilatéralisme de l'Occident », que ce soit en Amérique latine, région où traditionnellement l'antiaméricanisme s'exprime avec force et où les politiques étrangères sont les plus empreintes de nationalisme, ou en Europe. La Biélorussie, qui s'efforce aujourd'hui de se rapprocher de l'Union européenne, a illustré cette démarche contestataire en soutenant successivement Slobodan Milosevic ou Saddam Hussein et en s'alliant à Pékin, La Havane, Téhéran ou Khartoum.

Enfin, cette contestation contourne parfois les États. L'*Oumma* (la communauté) musulmane, annoncée par Saddam Hussein comme remplaçant l'*Oumma* arabe, se présente ainsi contre un ordre international dominé par les valeurs et les intérêts venus de l'Occident, comme « capable de résoudre le problème du monde en préchant l'islam auprès des peuples et des nations, en le libérant du joug du capitalisme impie, et affronte l'incroyant colonialiste – l'ennemi de toujours ».

« L'image de l'Occident, c'est d'abord ce que l'on accepte de lui emprunter⁴ »

Avant de donner lieu à des réactions de rejet et des revendications nationalistes ou socialistes, l'Occident suscite d'abord le mimétisme. Les premières décennies de l'ère Meiji (« Lumières ») au Japon (1867-1912) sont marquées par le mouvement d'occidentalisation appelé le *Bunmei- Kaika* (littéralement, « l'ouverture à la civilisation ») – les estampes y passent de mode au profit de la photographie, tout en devenant source d'inspiration des peintres impressionnistes en Europe. La Chine emprunte à l'Occident la révolution bolchévique et la pensée occidentale – pour apprendre « à marcher sur deux jambes » selon Mao. L'Empire ottoman de la période des Tanzimat (1839-1879) emprunte à l'Occident la centralisation administrative et la sécularisation du droit et de l'enseignement afin de réformer « l'homme malade » miné par les nationalismes.

De même, la plupart des Constitutions des pays du tiers-monde dites « de première génération », hormis celles de la Guinée d'Ahmed Sékou Touré ou des régimes latino-américains, commencent par adopter des institutions de type parlementaire, avant de rejeter le constitutionnalisme occidental – sauf en Inde – pour restreindre les libertés publiques en adoptant la conception léniniste du parti unique qui, sous une ambition nationale, dissimule souvent la mainmise d'une ethnie sur l'État.

À la fin du XIX^e siècle, le monde musulman détache l'idée de modernité de celle de modernisation⁵ et cherche à l'imposer comme spécifique à l'islam. Au moment de la décolonisation, les projets de modernisation et les mouvements d'inspiration socialiste et nationaliste comme le nassérisme, le baathisme ou le socialisme arabe se conjuguent et se doublent de thématiques anti-impérialistes.

Aujourd'hui, la diplomatie du président iranien Mahmoud Ahmadinejad illustre ce syncrétisme. Son discours d'inspiration universaliste, tiers-mondiste et anti-impérialiste revendiquant la justice sociale et internationale obéit aussi à une démarche rationnelle et populiste, à la recherche d'avantages économiques, légitimant son pouvoir par des symboles religieux chiites.

La contestation islamique intègre de la même manière certains éléments de l'idéologie occidentale socialiste ou marxiste comme les références au peuple ou à la participation des masses. Enfin, selon Olivier Roy, les néofondamentalistes qui visent la constitution d'une communauté musulmane universelle ne font que reproduire un universel au miroir de l'Amérique, « rêvant plus de McDonald's *halal* que de retour à la grande cuisine des vrais califés d'autrefois⁶ ».

Les critiques post-colonialistes de l'Occident

Au moment de la décolonisation, un courant intellectuel dit « post-colonialiste » affirme son opposition à la vision occidentale du monde. Il se développe aussi bien au Proche-Orient, avec les écrits de l'orientaliste Edward W. Said qui réfute la notion d'Orient créée par l'Occident, qu'en Afrique, où le philosophe congolais Valentin Y. Mudimbe remet en cause la validité du terme d'« Afrique », ou qu'en Inde, où un débat oppose les partisans d'un relativisme identitaire (les *subaltern studies* d'inspiration marxiste) à ceux qui souscrivent aux valeurs universelles occidentales⁷. Le post-colonialisme entend ainsi mettre fin à la dichotomie rigide entre les Autres et l'Occident, les primitifs et les civilisés, les développés et les sous-développés.

³ Oussama Ben Laden, CNN, 2002, cité dans Ian Buruma et Avishai Margalit, *Occidentalism. The West in the Eyes of Its Enemies*, The Penguin Press, New York, 2004.

⁴ Alain Roussillon, « L'Occident dans l'imaginaire des hommes et des femmes du Machreq et du Maghreb », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 82, avril-juin 2004, p. 72.

⁵ Bertrand Badie, *Les Deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*, Fayard, Paris, 1986.

⁶ Olivier Roy, « L'islam au pied de la lettre », *Le Monde diplomatique*, avril 2002.

⁷ Amartya Sen, *La Démocratie des autres. Pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Payot, Paris, 2005.

Un autre courant contestataire dit altermondialiste, inspiré par l'économiste américain Joseph E. Stiglitz, renouvelle les critiques de l'Occident en comparant les politiques du Fonds monétaire international au colonialisme et en dénonçant la politique de la carotte et du bâton au cœur du « Consensus de Washington » – politiques d'ajustement structurel mises en place par les institutions financières internationales dans les années 1980. Avec la mondialisation et le rattrapage économique des pays émergents, un discours revendiquant un décentrement de l'Occident apparaît. La Chine s'affirme en faveur d'un nouveau centre de gravité, du moins dans le monde de la finance, et propose que le yuan devienne la monnaie de référence du système financier international.

*

Ces images confuses de l'Occident montrent qu'il s'agit davantage d'un concept géopolitique que géographique,

synonyme à la fois de modernité et de colonialisme, suscitant d'un côté le mimétisme, de l'autre la contestation. Or, lorsqu'en 2008 des dissidents chinois signent le manifeste appelé « Charte 08 », fustigé car considéré d'inspiration occidentale, ceux-ci rétorquent que les idées de la philosophie des Lumières font pourtant partie de l'histoire chinoise. La Société littéraire pour le développement littéraire ou la Renaissance chinoise fondée par Sun Yat-sen à la fin du XIX^e siècle et le Parti communiste chinois recommandaient davantage l'étude de la philosophie occidentale de Rousseau ou de Montesquieu que celle des *Quatre Livres* et des *Cinq Classiques* du confucianisme.

Anna Rochacka-Cherner *

* Diplômée de Sciences Po Paris, master Affaires internationales, spécialités « Conflits et sécurité » et « Europe centrale et orientale ».

L'essentiel de l'actualité économique

Tous les quinze jours, les meilleurs articles économiques sélectionnés parmi plus de 400 revues et publications françaises et étrangères



Retrouvez

- une présentation détaillée de chaque numéro
- de nombreuses informations
- et abonnez-VOUS à la lettre électronique
- sur www.ladocumentationfrançaise.fr

La
documentation
Française

22 numéros par an +
2 numéros spéciaux 73 € *
Offre spéciale étudiants,
enseignants : 53 € *
(sur présentation
d'un justificatif)

En vente en librairie, en kiosques,
sur www.ladocumentationfrançaise.fr
et par correspondance :
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex

* Tarifs applicables jusqu'au 31 janvier 2010